

Horeca: Bruxelles et la Wallonie vont muscler leurs aides

Après l'annonce de la fermeture des restos et des cafés jusqu'au 1er mai au moins, les deux régions sont sur le point de débloquer de nouveaux moyens pour soutenir le secteur se plaignant d'une inégalité de traitement avec la Flandre.



En Flandre, les entreprises horeca bénéficient d'un soutien régional mensuel basé sur leur perte de chiffre d'affaires. - Photo News.



Par **Julien Bosseler** ([/3279/dpi-authors/julien-bosseler](#))

Journaliste au service Economie

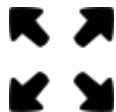
Le 9/03/2021 à 20:34

Vendredi dernier, à l'annonce des décisions prises par le Comité de concertation, l'horeca wallon et bruxellois s'est étranglé deux fois. D'abord parce qu'il a dû avaler une fermeture probable des restos et des bars, y compris en terrasse, jusqu'au 1er mai au moins. Ensuite, parce que Jan Jambon (N-VA), le ministre-président flamand, a pris ses homologues de court en annonçant une hausse très nette du soutien financier au secteur au Nord du pays. Cette aide toujours mensuelle – alors qu'elle est accordée au coup par coup dans la capitale et au Sud – va passer de 10 à 15 % du chiffre d'affaires perdu. « On en est presque réduit à demander l'asile économique à la Flandre », rit (jaune) Liza Miller, une des chevilles ouvrières du Collectif resto bar Bruxelles.

LIRE AUSSI

Horeca: encore deux mois de désert pour des restaurants et des cafés déjà asséchés (<https://plus.lesoir.be/359169/article/2021-03-05/horeca-encore-deux-mois-de-desert-pour-des-restaurants-et-des-cafes-deja?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda>)

Course à l'échalote avec la Flandre ou, bien plus logiquement et sainement, adaptation à la nouvelle date estimée de reprise de l'horeca, alors qu'avril avait été évoqué précédemment ? Toujours est-il que tant le gouvernement bruxellois que son alter ego wallon vont annoncer cette semaine un renfort substantiel de leurs aides aux restaurants et aux cafés. Dans la capitale, les discussions vont bon train en ce moment entre le cabinet de Barbara Trachte (Ecolo), secrétaire d'Etat à la Transition économique, et les représentants de l'horeca. Sur la table : un élargissement de la prime tetra. Initialement, cette aide, qui n'est pas encore activée, est destinée aux entreprises « resto-café » réalisant un chiffre d'affaires annuel de minimum 25.000 euros. Et elle varie de 5.000 à 36.000 euros selon la perte de revenus et le nombre d'employés des établissements. Il s'agirait de revoir tant les conditions d'octroi de cette nouvelle prime que ses montants. C'est ce jeudi que le gouvernement bruxellois devrait annoncer les détails précis de ce soutien amélioré qui devrait être libéré début avril.



Combien et quand ?

Du côté wallon, c'est acquis aussi : « Ce jeudi, sur la table du gouvernement, il y aura une aide complémentaire, en plus de celle qui sera introduite ce mercredi, pour l'horeca qui est en situation de grande difficulté, de souffrance à cause de sa fermeture, d'autant qu'il a dû s'adapter au take away et aux mesures sanitaires », indique Willy Borsus (MR), ministre de l'Economie. « Comme il y a une prolongation de l'interdiction du travail pour ce secteur, il est normal que nous lui apportions une nouvelle aide ». Combien et quand ? On en saura plus jeudi, donc, ce qui devrait ravir Thierry Neyens, président de la Fédération Horeca

Wallonie selon lequel la réponse à ces deux questions est pressante. « Il y a des gens au-dessus de nous – propriétaires, fournisseurs, créanciers divers – qui nous pressent pour qu'on les paye ».

Mais il subsistera sans doute le sentiment de subir une inégalité de traitement avec la Flandre. « Clairement, c'est un désavantage », pointe Fabian Hermans, administrateur à la Fédération Horeca Bruxelles, tout en s'en prenant davantage à la sixième réforme de l'Etat qu'au gouvernement bruxellois. Mais dans le monde des restos et des cafés de la capitale et du Sud, d'autres voix s'élèvent avec colère pour dénoncer une volonté supposée des deux régions de laisser le secteur s'embourber dans ses dettes car il traînerait une mauvaise réputation. Ce serait même le moyen de débarrasser l'horeca de ses brebis galeuses et de ses acteurs les plus faibles.

En incapacité de s'aligner

Les exécutifs régionaux se défendent d'être animés de telles intentions. « Nous comprenons évidemment les tenanciers qui crient à l'injustice quand ils voient ce que la Flandre est en capacité de mettre sur la table pour les aider. Si la Région de Bruxelles-Capitale avait un budget plus important, il est évident que l'aide serait proportionnellement plus grande », assure ainsi le cabinet de Barbara Trachte. « Mais voilà, on peut le retourner dans tous les sens, nous sommes dans l'incapacité de nous aligner sur la Flandre. » Cela dit, tient à nuancer le cabinet de la secrétaire d'Etat, « au total, si on additionne l'ensemble des aides accordées par le gouvernement bruxellois depuis un an pour ses entreprises et ses indépendants, on arrive à un effort substantiel de plus de 700 millions d'euros, alors que le budget de la Région est de 5 milliards d'euros. Une année normale, le montant des aides économique s'élève à 30 millions d'euros... »

LIRE AUSSI

Le baromètre de la relance: ces pros de l'horeca qui ont déjà rendu leur tablier (<https://plus.lesoir.be/359052/article/2021-03-05/le-barometre-de-la-relance-ces-pros-de-lhoreca-qui-ont-deja-rendu-leur-tablier>)

En Wallonie, le ministre Willy Borsus tient lui aussi à calmer le jeu. « Attention aux comparaisons avec la Flandre avant de connaître tout le détail des aides », met-il en garde avant de se montrer rassurant : « Non, l'horeca n'est pas en déficit d'image auprès des pouvoirs publics wallons, lesquels lui accordent des moyens exceptionnels vu la situation tout aussi exceptionnelle. Notre adhésion est réelle et sincère. L'horeca, pour lequel j'ai de la sympathie, est un secteur prioritaire de la vie économique wallonne et contribue largement à l'âme de nos villes et de nos villages. » Mais c'est très probablement à la lumière des actes politiques encore à venir que les professionnels prendront attitude pour la suite, eux parmi lesquels figurent certaines personnes révoltées et désespérées se disant prêtes à rouvrir sauvagement avant mai pour survivre financièrement.

Borsus favorable à une réouverture avant mai

J.Bo.

Rouvrir le samedi 1er mai ? C'est la porte qu'a largement entrouverte le Comité de concertation de vendredi dernier, tout en conditionnant ce feu vert à l'évolution de la pandémie. Tant et si bien qu'à Bruxelles et en Wallonie, les fédérations horeca ne se réjouissent pas trop vite. Parce que tenir encore deux mois, c'est presque une éternité financièrement, vu la mouise dans laquelle se trouvent aujourd'hui déjà bon nombre d'entrepreneurs. Et, parce qu'ils le savent, cette pandémie a déjà réservé quelques très désagréables surprises... Toutefois, estime Willy Borsus, le ministre wallon de l'Economie, il faut pouvoir se montrer également optimiste. « Je plaide pour qu'on rouvre l'horeca le plus vite possible et au plus tard le 1er mai. Pour moi, c'est une date ultime ». Avec donc la perspective de déconfiner plus tôt ? « Oui », répond le ministre libéral. « S'il y a une possibilité par rapport à l'évolution de la crise sanitaire et que les protocoles de santé sont prêts, pourquoi priverait-on les travailleurs des restaurants et des cafés de reprendre leurs activités ? » Voilà qui ne manquera pas de pimenter les prochaines réunions du Comité de concertation...



Les newsletters du Soir

Recevez les derniers décryptages de l'actualité dans votre boîte e-mail.

Je m'inscris (<https://mon-compte.lesoir.be/newsletters>)

Commentaire *

//

Signature * Federation Horeca Wallonie Catherine

Quelques règles de bonne conduite avant de réagir (<http://plus.lesoir.be/services/charter>)

Poster

Posté par Dupres Willy, aujourd'hui 08:23

Encore des aides pour les fraudeurs, En Belgique on gagne + en ne travaillant pas que le contraire.

RÉPONDRE (/COMMENT/REPLY/359806/268997)